



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Lutte contre le mal-logement et la pauvreté

Question au Gouvernement n° 4765

### Texte de la question

#### LUTTE CONTRE LE MAL-LOGEMENT ET LA PAUVRETÉ

**M. le président.** La parole est à M. Aurélien Pradié.

**M. Aurélien Pradié.** Monsieur le Premier ministre, sommes-nous un grand pays ?

Sommes-nous un grand pays lorsque 300 000 êtres humains n'ont pas de toit pour survivre ?

Sommes-nous un grand pays lorsque 7 millions de personnes ont besoin de l'aide alimentaire pour se nourrir ?

Sommes-nous un grand pays lorsque 8 000 enfants vivent dans un bidonville, ici en France ?

**M. Hervé Berville.** Et vous, qu'avez-vous fait ?

**M. Aurélien Pradié.** Sommes-nous un grand pays quand l'enfant d'une famille pauvre, quoi qu'il fasse, est condamné à le rester ?

La France est-elle un grand pays lorsque 9 millions de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté, alors qu'ils ont un travail et donc un salaire ?

En 2017, Emmanuel Macron annonçait fièrement qu'avec son quinquennat plus une seule personne ne mourrait dans la rue.

**M. Hervé Berville.** Ça s'appelle une ambition !

**M. Aurélien Pradié.** En cinq ans, ce sont pourtant 528 êtres humains qui sont morts dans la rue.

Nous, nous savons que la France est un grand pays : le grand pays de l'abbé Pierre qui, il y a soixante-huit ans jour pour jour, lançait ce hurlement qui transperçait l'hiver 1954 ; celui du SAMU social de Xavier Emmanuelli et de Jacques Chirac ; celui de Geneviève de Gaulle-Anthonioz et de sa lutte acharnée contre la misère.

Nous, nous croyons à la dignité, au salaire juste qui permet de nourrir sa famille. Nous croyons au mérite et à l'ascenseur social. Nous croyons à la main tendue vers ceux qui trébuchent et qui en ont besoin.

Contrairement à Emmanuel Macron, nous ne pensons pas que certains Français réussissent et que d'autres ne sont rien.

Je n'ai pas de question à vous poser, monsieur le Premier ministre, car vous ne ferez pas en deux mois ce que vous avez été incapables de faire en cinq ans. Il est inutile que vous fassiez semblant. (*Protestations sur les bancs du groupe LaREM.*)

**M. Hervé Berville.** Et le programme de Fillon, il n'a jamais existé ?

**M. Aurélien Pradié.** En revanche, j'ai une promesse à faire aux Français en notre nom : demain, nous nous battons de toutes nos forces pour que chaque Français trouve la dignité. Nous ferons ce que vous n'avez pas fait. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre déléguée chargée du logement.

**Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée chargée du logement.** Vous n'avez pas, ni vous ni aucune autre famille politique, de leçons à nous donner s'agissant de l'accueil des personnes en difficulté et de l'hébergement d'urgence. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

**Plusieurs députés du groupe LR .** Eh bien si !

**Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée .** Quand vous étiez au pouvoir,...

**M. Maxime Minot.** C'était il y a dix ans !

**Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée .** ...il n'y avait que 118 000 places d'hébergement ouvertes, qui fermaient au 1er avril, dès les beaux jours, mettant les personnes à la rue. Les associations, avec lesquelles nous travaillons tous les jours et que le Premier ministre a encore reçues récemment, faisaient la trésorerie d'un budget qui n'était jamais financé. Un milliard d'euros étaient consacrés à cette politique. Aujourd'hui, 200 000 places d'hébergement sont ouvertes – et ce toute l'année – et ce sont 2,7 milliards d'euros que nous y consacrons. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM, ainsi que sur quelques bancs du groupe Dem.*)

C'est face à votre majorité que l'abbé Pierre est venu pour la dernière fois à l'Assemblée nationale, pour son dernier combat politique, pour demander solennellement le maintien de la loi SRU – loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains – que vous vouliez détruire. (*Mêmes mouvements.*)

**M. Éric Coquerel.** N'essayez pas de récupérer l'abbé Pierre !

**Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée .** Et c'est cette majorité qui a proposé de rendre permanente cette loi qui permet de produire du logement social partout où nous en avons besoin, aussi bien pour les salariés que pour les ménages modestes et la première ligne que vous aimez tant.

**M. Pierre Cordier.** Retourne dans ton hôtel particulier !

**Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée .** Non, vraiment, vous n'avez pas de leçons à nous donner sur ce sujet, ni sur aucun autre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

**M. le président.** La parole est à M. Aurélien Pradié.

**M. Aurélien Pradié.** C'est votre majorité qui a baissé les APL – aides personnelles au logement – et qui a détruit une grande partie du logement social. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*) C'est votre Président de la République qui a considéré qu'il y avait des Français qui réussissaient et d'autres qui n'étaient rien. (*Mêmes mouvements.*) C'est notre famille politique qui, avec Xavier Emmanuelli et Jacques Chirac, a fondé le SAMU social.

Nous avons bien des leçons à vous donner et nous ferons demain ce que vous avez été incapables de faire !  
(*Mêmes mouvements.*)

## Données clés

**Auteur** : [M. Aurélien Pradié](#)

**Circonscription** : Lot (1<sup>re</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 4765

**Rubrique** : Logement

**Ministère interrogé** : Logement

**Ministère attributaire** : Logement

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le** : [2 février 2022](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [2 février 2022](#)